

J A C Q U E S L E R U E Z \*

D'UN *HUNG* PARLIAMENT À  
 UN GOUVERNEMENT DE  
 COALITION  
 L'ÉLECTION BRITANNIQUE  
 DU 6 MAI 2010 ET SES SUITES

173

Pour la première fois depuis février 1974<sup>1</sup>, une élection générale britannique a donné des résultats incertains en ce sens qu'aucun parti n'a obtenu la majorité absolue des sièges et, comme en 1974, s'en est suivi une période de flottement de cinq jours, contre trois en 1974, qui a déconcerté le grand public, habitué à voir la passation des pouvoirs s'opérer dans les 24 heures qui suivent l'élection. Et pourtant, le public n'aurait pas dû être surpris puisque, depuis près de six mois, les sondages, qui ont peu évolué, indiquaient que l'hypothèse d'un *hung Parliament* (« parlement suspendu ») était très sérieuse.

Certes, les conservateurs sont restés en tête pendant toute la période ; mais, compte tenu du fait que le mode de scrutin les défavorise, on savait qu'il leur fallait au moins 10 points d'avance sur le parti travailliste pour être en mesure d'atteindre la majorité absolue des sièges. Au mieux, l'écart entre les deux s'est élevé jusqu'à 9 points, mais il a été plus souvent de 6 ou 7 ; en tout cas, les projections en sièges faites à partir de ces sondages, malgré leur caractère souvent hasardeux, n'ont jamais annoncé autre chose qu'un résultat indécis.

\* Directeur de recherches honoraire au CNRS.

1. Lors d'une élection inopinée, le 28 février, le Premier ministre conservateur Edward Heath était arrivé en tête en voix, mais il avait quatre sièges de moins que les travaillistes. Pendant tout le week-end, il tenta en vain de former une coalition avec les libéraux (14 sièges), coalition qui, de toute façon, n'aurait pas disposé de la majorité absolue. De guerre lasse, Heath remit sa démission à la reine le lundi 4 mars ; son adversaire travailliste, Harold Wilson, ne s'embarrassa pas de négociations et forma, le jour même, un gouvernement minoritaire qui se maintint cahin-caha jusqu'en octobre, date où il provoqua une autre élection anticipée.

## LA CAMPAGNE

Comme d'habitude en Grande-Bretagne, la campagne officielle a été courte mais intense. Il faut dire que, depuis les congrès annuels de septembre-octobre 2009, l'affrontement des partis, d'ordinaire limité à l'enceinte parlementaire, avait largement débordé dans les médias et dans le pays. En effet, la dissolution n'a pas constitué une surprise puisque le mandat de l'ancienne chambre expirait en juin. Dès l'annonce de la dissolution (mardi 6 avril), les trois principaux leaders se mirent à sillonner le pays, qui en avion ou hélicoptère (David Cameron), qui en train (Gordon Brown), qui en bus (Nick Clegg), en fonction de l'importance de leurs trésors de guerre<sup>2</sup>.

174

Le thème récurrent chez David Cameron était celui d'un retour à la « communauté » et au « pouvoir populaire » pour réparer une « société brisée » (sans dire bien sûr que la « société brisée » était peut-être la conséquence du Thatcherisme). Il disait qu'il s'adressait en priorité à ceux qui n'ont pas la parole, « les grands ignorés » du pays. Bref, dans son discours, il était fidèle à l'image qu'il voulait se donner de « conservateur compatissant » – image difficile à faire passer compte tenu de son origine sociale « patricienne », c'est-à-dire proche de l'aristocratie, sans pour autant renier cette origine sociale puisqu'il déclare

volontiers qu'il a « appris la citoyenneté sur les terrains de sport d'Eton », en écho à la célèbre formule de Wellington selon qui la bataille de Waterloo a été gagnée sur les terrains de sport de la célèbre école. Plus pragmatiquement, George Osborne, directeur de la campagne conservatrice et chancelier de l'Échiquier fantôme (et depuis nommé chancelier de l'Échiquier) marquait un point dans le débat économique en dénonçant, comme dommageable à l'emploi, l'augmentation de 1 % de la contribution des entreprises à l'assurance nationale décidée dans son dernier budget par Alastair Darling, le chancelier de l'Échiquier travailliste, ce qui déclencha une polémique entre le gouvernement et les chefs d'entreprise. Ce thème eut incontestablement un impact au début de la campagne mais s'émoissa assez vite, y compris lors des trois débats télévisés<sup>3</sup> à l'échelle nationale entre les trois leaders nationaux<sup>4</sup>.

Ces débats, réclamés par la majorité des médias, mais jusqu'alors refusés par l'un ou l'autre des deux grands partis, ont constitué la grande innovation de la campagne et, bien entendu, rencontré un succès médiatique considérable. On savait d'avance que cela donnerait au tiers parti libéral-démocrate une audience nationale, inhabituelle en raison de la marginalité à laquelle le mode de scrutin le condamne. Mais on ne pouvait penser que son leader récemment élu, Nick

2. Selon le *Times* du 7 avril, le parti conservateur aurait reçu 32,5 millions de livres de donations en 2009, le parti travailliste 16,2 millions et les libéraux-démocrates 6,2 millions. Les deux grandes formations avaient dépensé près de 18 millions de livres en 2005 (maximum autorisé : 18 millions). Pour ne pas être prisonnier des subventions syndicales comme le « vieux » parti travailliste, Tony Blair avait fait appel à des donateurs privés, dont certains fort riches et généreux, mais cette source de subventions s'est tarie avec la moindre popularité de l'ancien leader et son remplacement.

3. Chaque grande chaîne (ITV, Sky News, BBC) a eu le sien, mais tous étaient retransmis en direct par les autres chaînes.

4. Ce qui excluait les leaders nationalistes écossais et gallois et les leaders des partis d'Irlande du Nord.

Clegg, s'imposerait, dès le premier débat (le 15 avril), avec une telle aisance, face à deux politiciens beaucoup plus expérimentés que lui. Certes, l'effet de surprise a joué ainsi que sa télégénie personnelle. Il n'empêche que, à l'issue du débat, les enquêtes d'opinion immédiates montraient que 61 % des sondés estimaient que Nick Clegg avait été le meilleur (contre 22 % pour Cameron et 17 % pour Brown). Dès le lendemain, la presse – conservatrice dans sa grande majorité<sup>5</sup> –, inquiète de cette percée spectaculaire de Clegg, se déchaînait contre l'hypothèse d'un *hung Parliament* ; « Voter lib-dem est un vote en faveur du chaos », proclamait une libre-opinion dans le *Times*. En tout cas, les sondages qui, avant le débat, oscillaient autour de 36 % pour les conservateurs, 31 % pour les travaillistes et 21 % pour les libéraux-démocrates, explosaient littéralement en faveur de ces derniers : 31 % contre 32 % aux conservateurs et 28 % aux travaillistes<sup>6</sup>. Clegg lui-même remarquait : « Le monde douillet de la politique bipartite a disparu pour toujours. »

Cet enthousiasme, qui semblait particulièrement fort chez les jeunes et les femmes, allait retomber quelque peu. Dans les deux débats suivants (politique extérieure et économie), Clegg fut moins à l'aise ; dans le premier, il lui fallut défendre son europhilie dans un contexte de crise de l'euro ainsi que ses réserves sur le maintien en Afghanistan des troupes britanniques, sans compter la proposition libérale-démocrate ancienne de renonciation à l'arme nucléaire ; dans le second, il peina à

justifier la politique migratoire de son parti, jugée trop laxiste par les autres partis. De plus, les électeurs se rendirent compte que, dans maintes circonscriptions, voter lib-dem était gaspiller sa voix et risquer de favoriser le candidat dont on voulait le moins. Aussi, vers la fin de la campagne, les espérances de vote du tiers parti étaient revenues à des niveaux plus traditionnels ; on attendait néanmoins un progrès en sièges comme en voix. Ce ne fut pas le cas. Le goût de la majorité des Britanniques pour le vote utile avait fait son effet.

#### DES RÉSULTATS INCERTAINS...

175

**La participation.** Comme c'est malheureusement le cas depuis les années quatre-vingt, la participation a été médiocre : 65,1 %, certes meilleure qu'en 2001 : 59,4 % et 2005 : 60,2 %, mais bien faible pour ce temple de la démocratie dont l'élection à la chambre des Communes constitue le scrutin principal, puisqu'il détermine le choix du Premier ministre et du gouvernement ; et cela malgré les facilités données aux électeurs pour voter par correspondance avant le scrutin. Comme toujours, aussi, la participation a été plus forte dans le sud et les Midlands, là où il y a le plus de circonscriptions marginales, celles qui, par définition, sont les plus disputées. Il reste que le scandale des notes de frais faisait craindre aux partis une indifférence encore accrue de l'électorat pour la chose politique. On peut penser, par conséquent, que les débats télévisés des leaders, ainsi que l'effet Clegg, ont

5. La presse Murdoch (*The Sun*, *The Times*) qui avait encore soutenu Tony Blair en 2005 s'est prononcée pour David Cameron, de même que *The Economist* et *The Financial Times*. *The Independent* soutenait les libéraux-démocrates, de même que *The Guardian* qui, depuis 1997, était favorable aux travaillistes.

6. Sondage Populus dans le *Times* du 21 avril.

redonné conscience des enjeux au grand public en général et aux jeunes générations en particulier. C'est ce qui explique le mieux la légère amélioration de la participation en 2010.

176 **Les résultats globaux.** Aucun des trois grands partis ne pouvait se féliciter de l'issue du scrutin. Avec 36,1 % des voix, le parti « vainqueur » n'améliorait ses suffrages que de 3,8 points par rapport à 2005 et avec 307 sièges (97 de plus qu'en 2005), il était à 19 sièges de la majorité absolue. On ne pouvait donc parler que d'une demi-victoire, d'autant que le parti travailliste, avec 29 % des voix (- 6,2 %) et 258 sièges (- 91), faisait mieux que prévu. La percée des conservateurs n'était pas comparable, par conséquent, au triomphe de Blair de 1997. Quant aux libéraux-démocrates, ils devaient déchanter; certes, ils amélioreraient quelque peu leur score de 2005 en voix (23 % au lieu de 22 %) mais, contrairement à leurs espérances et à ce qu'indiquaient les sondages, ils perdaient 5 sièges par rapport à leur résultat de 2005. Ainsi, l'effet Clegg ne leur avait pas permis de briser la loi d'airain du système électoral. Ce n'était pas tout à fait une surprise: en effet, leurs progrès en sièges depuis 1997 étaient dus essentiellement au recul conservateur et il n'était pas évident que la remontée de ce dernier parti serait compensée pour eux par des gains suffisants aux dépens des travaillistes. C'est en définitive ce qui s'est passé; les libéraux-démocrates ont perdu 13 sièges, dont 12 au profit des conservateurs et ils en ont gagné 7, 4 aux dépens des travaillistes, 3 aux dépens des conservateurs. Il reste qu'il a fallu en moyenne 34 989 voix pour élire un député conservateur, 33 731 voix pour élire un travailliste et 119 827 voix pour élire un libéral-démocrate! On conçoit

qu'une réforme du mode de scrutin dans un sens plus proportionnel ait figuré en première ligne dans le programme libéral-démocrate et dans ses exigences lors de la formation de la coalition. Le traitement des petits partis est encore pire: avec 919 546 voix, le UK Independence Party, formation eurosceptique à la droite des conservateurs, n'a aucun élu; il en est de même du British National Party, qui rivalise surtout avec les travaillistes, avec 564 331 suffrages; quant aux Verts, ils n'obtiennent qu'un seul siège avec 285 616 voix au total. Or ces trois partis sont représentés au Parlement européen, grâce au mode de scrutin plus proportionnel.

La trahison de la volonté des électeurs n'est pas le seul défaut du mode de scrutin. Il y a plus grave encore: il accroît la division politique Nord-Sud. Le succès du blairisme auprès des classes moyennes du Sud (ce que l'ancien Premier ministre appelait *Middle England*) était parvenu à gommer cette divergence, particulièrement accentuée à l'époque thatcherienne; réapparue en 2005, elle est redevenue flagrante en 2010, la plupart des sièges perdus par le parti travailliste l'ayant été dans le sud et les Midlands de l'Angleterre. On doit d'ailleurs noter que si l'Angleterre seule était représentée à la chambre des Communes, David Cameron y disposerait d'une large majorité absolue: 298 sièges contre 235 (91 travaillistes, 43 libéraux-démocrates et 1 Vert). Le *hung Parliament* est donc exclusivement la conséquence du comportement électoral singulier des petites nations du Royaume-Uni: le pays de Galles et l'Écosse, où le parti travailliste continue de régner en maître.

**Le comportement électoral des petites nations.** Le pays de Galles (5 % de la population britannique) a envoyé à la

chambre des Communes 40 députés : 26 travaillistes (contre 30 en 2005), 8 conservateurs (contre 3), 3 lib-dem (contre 4), 3 Plaid Cymru, le parti autonomiste (contre 2). Toutefois, le maintien de la domination travailliste n'a pas empêché le pays de Galles d'être sensible à la poussée conservatrice : + 4,7 % des voix, et surtout 5 sièges gagnés, dont 4 aux dépens des travaillistes ; de plus, le *swing* (c'est-à-dire la moyenne du déplacement des voix d'un grand parti à l'autre) est exactement le même qu'en Angleterre : 5,6 %.

Comparée à l'Angleterre et au pays de Galles, l'Écosse (9 % de la population) constitue un autre monde électoral. Non seulement le parti travailliste retrouve tous les sièges gagnés en 2005, 41 sur 59 pour l'ensemble de l'Écosse, dont deux perdus à l'occasion d'élections partielles, mais il améliore son résultat en voix : 42 % contre 39 % en 2005 ! Même statu quo pour les autres partis : 11 sièges pour les libéraux-démocrates, en dépit d'un net recul en voix (- 3,7 %), 6 pour le Scottish National Party (malgré un progrès en voix : + 2,3 % qui fait de lui le second parti écossais) et 1 pour le parti conservateur. Ni l'un ni l'autre de ces deux partis ne réalise la percée espérée. Bien que réduit au quatrième rang, avec un siège unique, le parti conservateur

n'en a pas disparu pour autant puisqu'il a réuni 412 855 voix, soit 16,7 % des suffrages. En Écosse, il est le grand perdant du mode de scrutin<sup>7</sup>. Par contre, les travaillistes et les libéraux-démocrates en tirent un profit maximum, puisqu'il a fallu seulement 25 256 voix pour élire un député travailliste et 42 315 pour un député libéral-démocrate. L'Écosse, décidément, est bien un monde à part<sup>8</sup> !

**La composition de la chambre des Communes.** Le scandale des notes de frais a eu au moins un mérite : les plus compromis des députés – sur tous les bancs – ont décidé de ne pas se représenter, quelquefois à la suite de fortes pressions de la part des dirigeants. Au total, ce sont quelque 150 anciens députés qui ont cédé la place et, comme, en outre, les conservateurs ont gagné 97 sièges, cela veut dire que quelque 227 membres des Communes, soit plus du tiers, sont des nouveaux venus. Il s'agit du plus fort renouvellement depuis 1945, scrutin qui avait suivi la guerre et surtout une période de dix ans sans élection. Mais le renouvellement ne s'est pas fait seulement par le nombre mais aussi par la sociologie. Il y a dorénavant 27 députés issus des minorités ethniques, nombre presque double de celui de 2005, dont 8 musulmans (y compris 3 femmes), la

177

7. Cela n'a pas toujours été le cas : en 1955, il obtenait la majorité absolue en voix (50,1 %) et en sièges (36 sur 71). Certes son déclin avait commencé avant Thatcher, mais c'est l'impopularité du thatcherisme en Écosse qui a achevé de le marginaliser.

8. L'Irlande du Nord encore plus, puisque les partis britanniques n'ont jamais pu s'y implanter durablement. Les électeurs continuent de voter pour les formations « communautaires » : chez les protestants, le Democratic Unionist Party, créé par le pasteur Paisley dans les années 1970 et qui dirige actuellement l'exécutif nord-irlandais, obtient 8 sièges, mais son chef actuel, Peter Robinson, est battu ; un autre unioniste est élu sous l'étiquette d'indépendant. Chez les catholiques, le Sinn Féin, émanation de l'IRA, garde ses 5 sièges, le Social Democratic Liberal Party, parti catholique modéré, longtemps dirigé par John Hume, prix Nobel de la paix en 1998, garde ses 3 élus. Il faut saluer le succès, à Belfast-est, de la candidate de l'Alliance, petit parti non sectaire et conciliateur, dont c'est la première victoire aux élections à la chambre des Communes.

178 plupart élus travaillistes, encore que les députés noirs ou asiatiques conservateurs soient passés en une seule fois de 2 à 11 ! Même avancée pour les femmes conservatrices qui passent de 18 à 48 ! Cela est dû à l'action personnelle de David Cameron qui avait fortement incité les partis de circonscription à élargir le recrutement de leurs candidats aux femmes et aux minorités. Les femmes toutefois progressent à peine en proportion de l'ensemble en raison des reculs travailliste et libéral-démocrate ; il y avait 94 femmes travaillistes dans la chambre de 2005 ; il y en a 4 de moins ; et il n'y a plus que 7 femmes libérales-démocrates contre 9 en 2005. Ce qui fait un total de 145, soit une douzaine de plus que précédemment et 22 % de l'ensemble des députés. Néanmoins, c'est une femme qui est la benjamine de l'assemblée, Pamela Nash, une Écossaise de 25 ans, élue dans la circonscription de Airdrie & Shotts.

#### ... POUR UNE COALITION DURABLE ?

La règle traditionnelle est que, dès qu'un parti a atteint la majorité absolue, il peut se proclamer vainqueur sans attendre que tous les résultats soient connus. Si c'est le parti du Premier ministre sortant qui l'emporte, ce dernier reste en place sans qu'une nouvelle nomination de la reine soit nécessaire ; s'il est battu, il se rend au palais pour remettre sa démission et quitte le 10 Downing Street ; dans l'heure qui suit, son vainqueur est appelé au palais et est nommé Premier ministre. Cette procédure de passation des pouvoirs, expéditive et sans formalités inutiles, à laquelle les Britanniques sont très

attachés, n'a pu être appliquée en 2010. Comme en 1974, le Premier ministre sortant, même largement battu, a pu se maintenir tant qu'il n'a pas été avéré que son vainqueur était en mesure de constituer un gouvernement. Mais, à la différence de 1974, où le Premier ministre en place, Edward Heath, avait eu le premier l'initiative et tenté désespérément de former une coalition avec les libéraux, Gordon Brown, lui, est resté paralysé au 10 Downing Street, sans contacts, au moins officiels. (Il semble néanmoins qu'il ait eu deux conversations secrètes avec Nick Clegg.) En effet, en déclarant que, puisque le parti conservateur était largement en tête, il était normal qu'il « parle » – c'est le terme employé – d'abord avec David Cameron, le leader libéral-démocrate a introduit une nouvelle règle. De fait, les deux partis se sont livrés, avant et après le week-end, à une négociation intense et officielle, en ce sens qu'elle s'est tenue dans les locaux du Cabinet Office, donc sous l'égide invisible mais vigilante du secrétaire général du gouvernement et chef du Civil Service, Gus O'Donnell, avant tout soucieux de tenir la reine à l'écart de ces tractations inhabituelles pour la Grande-Bretagne.

Dès le vendredi 7 mai, dès qu'il fut clair qu'il ne pouvait former seul le « gouvernement stable » auquel il aspirait, David Cameron a fait à ses partenaires ce qu'il a appelé « une offre large, ouverte et globale », qui impliquait l'entrée des libéraux-démocrates dans le cabinet<sup>9</sup> et la recherche de compromis sur tous les points où les deux manifestes électoraux divergeaient le plus spectaculairement.

9. En définitive, ce sont 5 libéraux-démocrates qui entrent dans un cabinet de près de 30 membres (ce qui est plus que la moyenne des cabinets unipartisans : + ou - 25 membres ; le cabinet nommé par Tony Blair en mai 1997 comprenait 23 membres) et une vingtaine dans le reste du gouvernement (120 membres environ).

Il semble que ces compromis aient été plus faciles à trouver que les observateurs ne l'imaginaient, notamment dans le domaine économique et financier. Sans doute Cameron n'a pas vu trop d'inconvénients à écarter les propositions les plus droitières de son parti et Clegg les plus gauchisantes du sien ! Toutefois, on peut penser aussi que Nick Clegg et les autres dirigeants libéraux-démocrates – dont Chris Huhne, qui avait été le rival de Clegg pour le poste de leader, il y a deux ans, et qui est supposé plus à gauche que lui – ont vu dans l'offre de Cameron une chance unique pour leur parti d'entrer d'un seul coup dans la « grande politique », même s'il devait ce faisant décevoir bon nombre de ses supporters dans le pays<sup>10</sup>. Quant au compromis sur ce que l'accord de coalition appelle la « réforme politique », il prévoit que sera votée une loi fixant la prochaine élection de la chambre au 1<sup>er</sup> jeudi de mai 2015 et imposant un mandat fixe de cinq ans pour la chambre des Communes (supprimant ainsi le droit de dissolution sans limite dont dispose actuellement le Premier ministre), sauf vote d'une motion exigeant une dissolution par plus de 55 % des députés, disposition qui sera sans doute âprement discutée au Parlement. Il envisage également, à plus long terme, l'élection à la proportionnelle de tout ou partie de la chambre des Lords. Quant à la réforme du mode de scrutin, le parti conservateur a promis de faire voter très vite une loi organisant un référendum sur le vote alternatif, qui ne change pas le caractère uninominal du scrutin, mais sans s'engager à défendre cette réforme devant les électeurs. Nous sommes loin d'un mode de

scrutin de type proportionnel, aspiration ancienne des libéraux-démocrates, mais sans doute ces derniers ont-ils pensé qu'exiger plus constituerait un *casus belli*. On voit ici la contradiction : on prévoit un simple vote parlementaire pour établir un mandat fixe de cinq ans pour les Communes, disposition essentielle, et on estime qu'il faut un référendum pour une réforme électorale somme toute bénigne et qui changera peu de chose, surtout si elle est accompagnée, comme le suggère l'accord, d'une réduction drastique du nombre des circonscriptions.

Comment en est-on venu à ce type de coalition quand on sait que les libéraux-démocrates sont idéologiquement plus proches des travaillistes que des conservateurs et alors que la logique d'une alliance « arc-en-ciel » paraissait séduisante à certains ? D'autres logiques se sont imposées. Et d'abord la logique arithmétique : les groupes travailliste et libéral-démocrate ne disposaient à eux seuls que d'une majorité relative (315 élus sur 650) ; leur alliance aurait donc impliqué le soutien ou au moins la neutralité, peut-être payés trop cher, des partis non anglais. Il y a ensuite la logique de l'élection ; les deux partis étaient en recul, le parti travailliste subissant une défaite importante même si elle n'était pas aussi lourde que celle de 1983<sup>11</sup> ; les lib-dem reculaient en sièges et leurs suffrages n'étaient pas à la hauteur des espérances suscitées par les sondages. Dans ces conditions, il était difficile pour le leader libéral-démocrate de paraître sauver la mise à un parti et à un Premier ministre condamnés par les électeurs. Le grand public ne l'aurait pas compris, d'autant

179

10. Nick Clegg s'en est en quelque sorte excusé dans une déclaration au *Guardian*, le 15 mai, dans laquelle il estimait qu'il n'y avait pas d'alternative.

11. 27,6 % des voix et 209 sièges.

que la majorité des médias n'aurait pas manqué de hurler à la trahison du vote populaire. Enfin, à part certains membres du Cabinet, comme Peter Mendelson, dont la carrière politique s'arrêtait avec celle de Gordon Brown, il semble qu'une bonne partie des dirigeants<sup>12</sup> et des militants travaillistes aspirait à une cure d'opposition. C'est pourquoi l'annonce du retrait de Brown de son poste de leader (la veille du jour où il allait démissionner de ses fonctions de Premier ministre) est apparue comme une tentative désespérée, mais vouée à l'échec pour toutes les raisons que nous venons d'indiquer et sans doute aussi parce que trop tardive, pour donner une chance à un rapprochement sérieux avec les libéraux-démocrates.

Pour la première fois depuis la guerre donc – dans les circonstances particulières que l'on sait –, la Grande-Bretagne a un gouvernement de coalition qui prétend s'être donné un programme pour la durée d'une législature de cinq ans. Acceptons-en l'augure ! Inévitablement, ce gouvernement va jouir d'un « état de grâce » de plusieurs mois, ce qui devrait lui permettre, sans trop de mal, de faire accepter son programme d'économies budgétaires annoncé dans le budget extraordinaire du 22 juin<sup>13</sup> et

un certain nombre de mesures phares. Mais cela durera-t-il ? Malgré le rajeunissement du groupe parlementaire, il semble que de nombreux députés conservateurs soient encore des « enfants de Thatcher », comme disent les médias, et que, par conséquent, ils acceptent mal certaines concessions faites aux partenaires libéraux-démocrates. À l'inverse, les députés libéraux-démocrates auront à cœur de garder une certaine liberté de jugement. Qu'arrivera-t-il, par exemple, si le gouvernement ne trouve pas de majorité pour le renouvellement du parc de centrales nucléaires à propos duquel ils ont maintenu leur opposition ? ou bien, si les pertes britanniques en Afghanistan (déjà près de 300) s'accroissent encore davantage sans une nette amélioration militaire sur le terrain ? Enfin, et surtout, qu'arrivera-t-il si les électeurs refusent le moindre changement dans la loi électorale ? Les députés lib-dem n'auront-ils pas alors l'impression d'avoir lâché la proie pour l'ombre ? Ces interrogations ne doivent pas empêcher de saluer cette modernisation, certes adventice, du mode de fonctionnement du système politique britannique qui fait que, pour une fois, un gouvernement dispose, au moins initialement, du soutien majoritaire des électeurs.

12. Notamment ceux qui étaient candidats à la succession de George Brown : les frères David et Ed. Miliband, Ed. Balls, Andy Burnham (tous quatre anciens du cabinet Brown) et Diane Abbott, la seule femme et simple député du rang, connue pour son orientation très à gauche. Les résultats d'une élection compliquée (il y a trois collègues d'égale importance : les députés des Communes et du Parlement européen ; les membres des partis locaux ; les adhérents des syndicats membres du parti) ont été donnés le 26 septembre. C'est finalement l'un des frères Miliband qui l'a emporté. La victoire du plus jeune frère Ed. signifie une volonté plus grande de renouvellement idéologique et, sans doute, un raidissement à gauche du vieux parti qui pourrait entraîner une plus longue cure d'opposition.

13. Le détail de ces coupes budgétaires ne sera donné qu'à la fin d'octobre. Les Britanniques auront donc eu une longue préparation psychologique. Cela suffira-t-il pour les faire accepter de gaieté de cœur ? On peut en douter même s'ils savent très bien qu'elles étaient inévitables (voir aussi la chronique « Repères étrangers », p. 204).